



L'arbitrage international, mode juridictionnel de règlement des conflits

L'arbitrage international est un **mode alternatif de règlement des litiges** en opposition à la justice classique mais, il revêt un **caractère juridictionnel**. Il a l'avantage de donner une grande liberté aux parties et il laisse en parallèle une certaine autonomie au tribunal arbitral.



1

Le caractère consensuel de l'arbitrage

La première étape est de conclure une **convention d'arbitrage**. Les parties doivent mutuellement accepter de recourir à l'arbitrage : le **consentement doit être exprès**. Dans cette convention d'arbitrage, on retrouve soit :

- La **clause compromissoire** : clause par laquelle les parties acceptent de recourir de façon préventive à l'arbitrage, les parties s'engagent à ne pas saisir les juridictions étatiques.
- Soit le **compromis d'arbitrage** : ce compromis est signé après que le conflit, soit intervenu, l'arbitrage est ici un mécanisme facultatif.

2

L'autonomie laissée à l'organe arbitral lors de l'instance

Si l'arbitrage est **institutionnel** (c'est-à-dire pris en charge par une institution arbitrale préexistante en suivant un règlement d'arbitrage prédéfini), le règlement de l'institution fixe la procédure à suivre dans l'instance arbitrale. En revanche, si l'arbitrage est **ad hoc** (les parties prévoient l'ensemble des modalités pour le litige qu'elles ont à régler), les parties décident de cette procédure elles-mêmes.

Le droit applicable peut être le **droit international**, le **droit national** de l'une des parties... Si les parties n'ont pas choisi le droit applicable, c'est le tribunal arbitral qui décidera. Dans tous les cas, les **principes directeurs du procès doivent être respectés** : procès équitable, égalité de traitement, droit de la défense, contradictoire... De même, le tribunal arbitral **ne peut pas statuer ultra petita** : il doit s'en tenir aux demandes formulées par les parties.

Les parties peuvent décider que le tribunal arbitral tranchera le litige en se basant sur **l'équité**, en s'appuyant sur des règles de droit : c'est le **jugement ex aequo et bono** (rarement choisi en pratique).

L'arbitrage international, mode juridictionnel de règlement des conflits

La nature protéiforme de l'arbitrage international

1

Le caractère juridictionnel de l'arbitrage

Le résultat de l'arbitrage, contrairement aux modes de règlement amiables, est toujours obligatoire. Ce résultat se matérialise par une **sentence arbitrale**. Si les parties trouvent un accord en cours d'arbitrage, le tribunal arbitral sera dessaisi du litige avant d'avoir statué sur le litige.

La procédure est **écrite** même si le débat oral est autorisé. Le tribunal arbitral tranche le litige qui lui est soumis en rendant une sentence arbitrale **motivée et contraignante**, qui n'a pas besoin d'être acceptée et ratifiée par les parties.

Les parties doivent **exécuter la sentence arbitrale de bonne foi** mais, cette dernière ne peut être exécutée de manière forcée, car il ne s'agit pas d'un titre exécutoire. Pour être exécutée de manière forcée, il faut qu'elle soit dotée de **l'exequatur** : procédure par laquelle le juge interne confère caractère exécutoire à la sentence arbitrale.

2

Les voies de recours limitées contre la sentence arbitrale

Le principal recours est : le **recours en annulation**. Celui-ci s'exerce devant le juge interne compétent saisi par la partie qui a intérêt à agir. Il ne permet pas au juge de statuer en fait et en droit pour rejuger l'affaire, car il n'est pas assimilable à un recours en appel. Le juge peut simplement annuler partiellement ou totalement la sentence arbitrale.

Il existe aussi d'autres voies de recours :

- Le **recours en révision** : exercée auprès du tribunal arbitral directement par la partie à la convention d'arbitrage qui a été lésée afin de demander le réexamen de la sentence arbitrale.
- La **tierce opposition** : permet à une partie qui n'est pas représentée dans la convention d'arbitrage, mais qui est directement concernée par le litige de saisir le juge étatique qui aurait été compétent s'il n'y avait pas eu d'arbitrage.

